

17 février 1999, Québec

Allocution en réaction au budget fédéral

Hier, sans consulter, sans prévenir et sans délai, le gouvernement fédéral a unilatéralement changé la règle du jeu du financement de la santé, de l'éducation post-secondaire et de l'aide sociale au Canada et au Québec. Il a changé cette règle sans égard aux engagements qu'il a contractés et sans égard aux besoins réels des populations. Les Québécoises et les Québécois ont entendu beaucoup de chiffres, depuis hier.

Pour bien faire comprendre, je vais aller à l'essentiel. En ce moment, après quatre années où le gouvernement fédéral a coupé 7 000 000 000 \$ dans la santé au Québec, il y a une crise des urgences dans nos hôpitaux, tout le monde le sait. L'Ontario aussi a été victime des coupures fédérales, et il y a aussi, en Ontario, une crise des urgences. Alors comment, hier, le gouvernement fédéral a-t-il proposé de réparer une partie du dommage qu'il a causé dans les urgences du Québec et de l'Ontario ? C'est simple, il a décidé d'envoyer l'an prochain 150 000 000 \$ au Québec et 950 000 000 \$ en Ontario. Face à un problème comparable, l'Ontario aura cinq fois plus d'argent que le Québec cette année.

Cette injustice se répétera l'an prochain, puis l'année suivante, puis l'année suivante, puis l'année suivante et probablement pour chacune des années à venir par la suite. Sur les cinq prochaines années, les Québécois, qui représentent 24 % de la population, donc 24 % des malades et 24 % des besoins en santé, ne recevront que 8 % du nouveau financement fédéral en santé. Quant aux trois provinces les plus riches du Canada, qui représentent 60 % de la population, elles recevront 78 % du financement. Je note au passage que le gouvernement fédéral a voulu cacher cette réalité. Il s'est livré hier à une entreprise de désinformation, en distribuant un tableau trompeur qui s'est retrouvé dans plusieurs journaux québécois ce matin. Nous avons distribué tout à l'heure aux journalistes le tableau réel, qui nous a été remis par des fonctionnaires fédéraux à notre demande. Ainsi donc, contrairement à ce que beaucoup de Québécois ont lu ce matin, ce n'est pas 482 000 000 \$ que le Québec recevra cette année, mais seulement 150. Le discours fédéral est particulièrement honteux lorsqu'il se drape derrière le voile de l'équité et de la proportion de la population pour réduire la part du Québec. Ce que les porte-parole fédéraux ne disent pas, c'est qu'en matière de santé et d'éducation, le Québec a toujours été favorable à cette formule et qu'elle a été en vigueur durant presque vingt ans. Mais à côté de ce financement, il y avait celui qui profitait aux démunis et à leurs programmes d'assistance sociale.

Ce programme-là était financé selon les besoins réels. Quand le gouvernement libéral fédéral a unilatéralement fusionné, il y a trois ans, le financement de la santé, de l'éducation post-secondaire et de l'aide sociale, il a dit : ne vous inquiétez pas, on va prendre en compte les besoins des assistés sociaux, et c'est pourquoi la part du Québec sera un peu supérieure, parce qu'il y a plus d'assistés sociaux au Québec. Hier, le gouvernement fédéral a renié ses engagements envers les plus démunis des Québécois, il a fait semblant qu'il n'avait plus de devoir envers les assistés sociaux et il a, d'un seul coup, par un calcul sans mémoire et sans cœur, fait payer la pauvreté et la santé. Depuis quelques années, Ottawa avait abandonné les chômeurs, les travailleurs précaires et saisonniers, réduit les droits des femmes aspirant à des congés de maternité, poussé des dizaines de milliers de gens sur l'aide sociale, imposé des quotas de réduction des bénéfices pour des gens qui y ont droit. Hier, Ottawa est allé

plus loin, en abandonnant à la fois les chômeurs et les assistés sociaux. Sur toutes les tribunes, Monsieur Martin tente de cacher cette injustice derrière la feuille de vigne de la péréquation, comme s'il nous avait fait un cadeau, alors que c'est un calcul automatique qui est fait chaque année et qui donne des résultats très variables. L'argent qu'il nous enlève en santé, c'est permanent et prévisible, l'argent qui nous vient en péréquation, c'est imprévisible et complètement soumis aux aléas de la conjoncture économique.

Et cette année, à 1 400 000 000 \$, la péréquation n'arrive toujours pas à couvrir le manque à gagner de 2 000 000 000 \$ par année que subit le Québec parce qu'il n'a pas sa juste part de dépenses fédérales. Messieurs Chrétien et Martin sont très pressés de réduire les transferts au Québec, au nom de notre part de la population. Le Québec compte pour 24 % de la population, alors pourquoi, selon les derniers chiffres d'Ottawa, les Québécois ont-ils droit à : seulement 20 % des dépenses courantes de biens et services du fédéral? seulement 19 % des immobilisations et investissements du fédéral? seulement 18 % des subventions fédérales aux entreprises? seulement 16 % des laboratoires fédéraux? seulement 14 % de la recherche et développement fédéraux? seulement 13 % du personnel fédéral en science et en technologie? Nous estimons qu'Ottawa prive le Québec de 30 000 emplois directs et encore plus d'emplois indirects, par ce manque à gagner, ce qui équivaut à au moins un point de chômage. Pourquoi est-il urgent d'invoquer l'argument de la population pour réduire les transferts au Québec, mais que rien n'est fait pour rendre au Québec sa juste part des investissements productifs d'Ottawa? La réalité, c'est qu'avant le budget Martin, le Québec n'avait pas sa juste part d'investissements productifs du fédéral, mais on pouvait penser qu'il avait sa part de financement de l'assistance sociale. Après le budget Martin, le Québec n'a ni sa part d'investissement productif pour sortir les gens de la pauvreté, ni sa part d'assistance pour donner le nécessaire aux gens qui sont dans la pauvreté. Je note au passage que ce 1 400 000 000 \$ de péréquation ne couvre pas non plus les 2 000 000 000 \$ que nous doit toujours Ottawa pour l'harmonisation de la TPS, une autre injustice pour laquelle nous n'avons pas de réparation. Mais quelles que soient les explications données par le gouvernement fédéral pour se justifier d'avoir changé unilatéralement les règles du jeu au détriment du Québec, j'invite les Québécois, et les Canadiens, à réfléchir à un événement qui s'est produit il y a deux semaines, à Ottawa.

Le premier ministre du Canada a très officiellement convoqué à sa résidence tous les premiers ministres pour discuter d'un accord sur le financement de la santé et d'un accord sur l'Union sociale. Sur la santé, Monsieur Chrétien s'est déclaré satisfait de la lettre que tous les premiers ministres des provinces lui avaient, à ma suggestion, préparée et envoyée pour confirmer notre intention de dépenser en santé les sommes qui pourraient parvenir d'Ottawa à cette fin dans le budget d'hier. Or, cette lettre établit clairement que le rétablissement du financement fédéral en santé se fera, et je cite, « par l'intermédiaire des arrangements existants ». Pendant cette rencontre des premiers ministres, puis pendant le point de presse à la sortie, Monsieur Chrétien a déclaré qu'en ce qui concerne la santé, la lettre a valeur d'entente. Hier, le premier ministre Chrétien a renié sa parole. Toujours à cette rencontre du 24 Sussex, le premier ministre Chrétien a signé avec toutes les provinces, sauf le Québec, une entente sur l'Union sociale dont le texte provenait du gouvernement fédéral. Dans ce texte, on lit ce qui suit, et je cite : « Le gouvernement fédéral consultera les gouvernements provinciaux et territoriaux au moins un an avant de renouveler ou de modifier de manière importante le financement des transferts sociaux existants aux provinces... » Hier, Ottawa a

modifié de manière importante le financement des transferts sociaux existants, sans donner de préavis et sans consulter les provinces.

L'encre n'est pas sèche sur ce document que, déjà, Ottawa en enfreint une clause essentielle. Le Québec a bien fait de ne pas se soumettre à ce jeu de dupes. Deux semaines après la rencontre du 24 Sussex, Jean Chrétien a renié sa parole et sa signature. Les Québécoises et les Québécois doivent savoir aujourd'hui que, en ce qui concerne les crédits et le budget québécois qui seront déposés d'ici le premier avril, notre gouvernement va respecter intégralement ses engagements électoraux en matière de finances publiques, d'éducation, de santé et d'appauvrissement zéro. Le peuple du Québec peut compter sur son gouvernement national. Il sait aujourd'hui, cependant, qu'il ne peut pas compter sur le gouvernement fédéral, il ne peut compter ni sur son respect des compétences, ni sur sa parole, ni sur sa signature, ni, surtout, sur son sens de la justice et de l'équité.

Je demande aux Québécoises et aux Québécois de bien réfléchir sur l'injustice commise hier et sur les véritables objectifs d'une stratégie fédérale faite sur le dos des malades et des assistés sociaux.